

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Dialogue social à la française



Manifestation devant le siège de la filiale française, en 2011. Fareva reprend finalement le site d'Amboise.

Un air de Goodyear Amiens soufflerait-il à Pfizer Amboise ? Fin août 2013, le laboratoire américain annonce son départ d'Indre-et-Loire. Le façonnier français Fareva se dit prêt à reprendre le site et ses 490 emplois. L'offre est soumise à l'avis du comité d'entreprise (CE). Là, tout se complique. L'instance est dirigée par la CGT, pour le coup très procédurière. Pour cette offre de reprise, le CE multiplie les questions à Pfizer, plus de 150. Il faudra

14 séances à la direction pour en venir à bout. Elle demande alors au CE de se prononcer. Lequel refuse, estimant que trois questions n'ont pas reçu de réponses. Le ton monte : Pfizer insiste pour obtenir un avis du CE, ce dernier menace de porter plainte pour délit d'entrave. L'affaire, ponctuée par des menaces verbales, remonte aux oreilles de Fareva. Mi-janvier, dans un courrier à Pfizer, le façonnier s'étonne du conflit alors que les conditions de reprise sont « exceptionnelles » – les emplois préservés, les acquis sociaux maintenus et des primes versées. Si cela continue, poursuit Fareva, il n'investira pas à Amboise. L'information filtre. Force ouvrière entre en scène et lance un sondage auprès des salariés. 86 % des votants désavouent le CE et donc la CGT. Patatras, là voilà contrainte de faire marche arrière. Le 12 février, la reprise est entérinée. Mais beaucoup craignent un nouveau revirement de la CGT locale. C'est une habituée. Déjà elle conteste devant les tribunaux la validité du comité d'hygiène et de sécurité. Même si elle a participé à la constitution de la liste... ■